

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UD11/66-C1-2026-008

**portant imposition de mesures immédiates d'urgence prises à titre conservatoire et de mise en demeure de la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE, dont le siège social est situé
1 Rue de la Fontainerie 62000 ARRAS,
de respecter certaines prescriptions applicables pour la plateforme de compostage
dénommée BIOTERRA, exploitée lieu-dit «Le Ratier» sur le territoire de la commune de
Narbonne**

**Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-8, L.511-1, L.512-20, L.514-8, R.512-69 ;
- Vu** le décret du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Alain BUCQUET en qualité de préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2025-081 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2008-2-11-6495 du 2 février 2009, modifié par l'arrêté préfectoral n°2011174-0004 du 29 juin 2011, autorisant le changement des conditions de fonctionnement de la plateforme de compostage BIOTERRA exploitée par la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE et située sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit «Le Ratier» ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11/66-C3-2023-014 du 3 août 2023 modifiant et complétant les prescriptions applicables à la plateforme de compostage dénommée BIOTERRA, située sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit «Le Ratier» et exploitée par la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE ;
- Vu** l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé qui dispose « la plateforme de compostage dénommée BIOTERRA se trouvant au sein du périmètre de protection rapproché du Forage F2 du Ratier, défini par l'arrêté n° n°ARS DD11-CES-2018-010 du 3 juillet 2018, aucun rejet au milieu naturel d'eaux polluées et d'eaux résiduares internes à l'établissement n'est autorisé.

L'exploitant s'assure que la capacité du bassin de récupération des eaux du site permette d'accueillir à tout moment les eaux de ruissellement lors d'épisodes orageux sans risque de débordement [...] » ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant en date du 31 mai 2024 et du 8 août 2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'épisode pluvieux, de type méditerranéen, de forte intensité ayant débuté le 18 janvier 2026 sur le département de l'Aude ;

Considérant que lors de la visite sur site du 31 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'était pas en capacité de fournir un justificatif du dimensionnement du bassin de récupération des eaux de ruissellement en cas d'épisode orageux et des eaux d'extinction incendie afin de démontrer l'absence de risque de débordement du bassin ;

Considérant que dans sa réponse en date du 20 août 2024, l'exploitant a :

- transmis un rapport de bureau d'études concluant à l'insuffisance du dimensionnement du bassin de rétention actuel pour retenir les eaux de ruissellement dans l'hypothèse d'un épisode orageux,
- indiqué avoir engagé des premières réflexions implantation d'une extension de capacité de rétention du bassin des eaux de voirie sur le site de Bioterra,
- présenté un projet de construction d'un bassin béton distinct ainsi qu'un projet d'extension du bassin existant par un bassin mitoyen ;

Considérant que dans sa réponse complémentaire en date du 29 octobre 2024 à et suite à la réunion de travail du 9 octobre 2024 en présence de VEOLIA AGRICULTURE FRANCE, la communauté d'agglomération du Grand Narbonne et la DREAL, l'exploitant mentionne que la capacité de rétention des eaux de pluies sur les surfaces étanches extérieures du site de Bioterra doit être portée à 1680 m³, soit une capacité complémentaire de 680 m³ par rapport au bassin existant de 1000 m³ ;

Considérant que lors de la visite sur site du 16 juillet 2025, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de procéder à l'agrandissement du bassin de rétention des eaux de ruissellement afin d'avoir un volume total de rétention de 1680 m³ ;

Considérant que dans sa réponse en date du 2 septembre 2025 au rapport de la visite sur site du 16 juillet 2025, l'exploitant a proposé un planning prévisionnel de réalisation de 1 an et demi ;

Considérant que la durée de mise en conformité proposée apparaît excessive en regard des risques que la situation fait encourir vis-à-vis des enjeux visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE de respecter la prescription de l'article 4 l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant par ailleurs que l'épisode pluvieux, de type méditerranéen, de forte intensité ayant débuté le 18 janvier 2026 sur le département de l'Aude, touche particulièrement l'Est du département Audois et la commune de Narbonne sur laquelle est située l'installation Bioterra ;

Considérant que, étant donné les précipitations en cours sur la zone et le message de l'exploitant par courriel du 19 janvier 2026 à l'inspection des installations classées, le bassin de récupération des eaux pluviales du site susceptibles d'être pollués a débordé à partir du 18 janvier à 00h30 ;

Considérant que les effluents de ce bassin se sont ainsi déversés dans le fossé en contrebas de l'installation Bioterra puis vers le rec du Veyret malgré l'interdiction en vigueur de tout rejet vers le milieu naturel, au regard du périmètre de protection rapproché du captage d'eau potable F2 du

Ratier, dans lequel se trouve le site ;

Considérant que cette situation, aggravée par l'insuffisance de la capacité de ce bassin mentionnée ci-dessus, est susceptible d'engendrer une pollution à l'aval, à l'extérieur du site, et des atteintes aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant dès lors et dans un premier temps qu'il convient d'assurer une surveillance des rejets d'eaux pluviales du site, et de procéder à la vidange complète du bassin afin de limiter le risque de débordement en cas de nouvel épisode de pluie ;

Considérant ensuite et dans un second temps qu'il convient de mener une évaluation de l'impact environnemental et sanitaire de ces rejets vers le milieu naturel ;

Considérant dans ce contexte qu'il convient d'imposer en urgence à l'exploitant la réalisation de ces actions ;

Considérant qu'en vertu de l'article L.512-20 du Code de l'Environnement, le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités sans avis du CODERST ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE dont le siège est situé 1 Rue de la Fontainerie 62000 ARRAS, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de son installation située sur la commune de Narbonne.

ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES REJETS D'EAUX PLUVIALES

Durant toute la période de l'évènement pluvieux et jusqu'au retour à la normale, l'exploitant définit et met en œuvre une surveillance renforcée de ses rejets d'eaux pluviales au milieu naturel.

Cette surveillance doit notamment prendre en compte les éléments suivants :

- une identification du (ou des) point(s) de rejet(s) doit être clairement réalisée. Il s'agit à minima de celui mentionné à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 3 août 2023 ;
- une méthodologie de prélèvements et d'analyses est définie par l'exploitant et transmise pour information à l'inspection des installations classées ;
- la qualité des eaux rejetées est contrôlée, notamment par le biais de mesures de concentrations des paramètres indiqués à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 3 août 2023, additionnés des paramètres mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des

substances per- et polyfluoroalkylées susvisé à *minima*. Une estimation en terme de flux (kg/jour) est également réalisée. En fonction de l'évolution de la situation, d'autres paramètres peuvent être intégrés, sur demande de l'inspection ou initiative de l'exploitant ;

- l'exploitant met en œuvre les moyens pour assurer ces contrôles à une fréquence de 2 prélèvements/jour à *minima*. Cette fréquence peut être revue en fonction de l'accessibilité de la zone, de la disponibilité des appareils de mesures ...
- une évaluation de la quantité des rejets : par jour, et au global, est réalisée.

L'exploitant est tenu de réaliser un prélèvement dans le bassin de récupération des eaux du site à compter de la date de signature de cet arrêté. La qualité des eaux de ce bassin est contrôlée aux conditions ci-dessus.

Les éléments et résultats d'analyses mentionnés à cet article ainsi que leur interprétation sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées et au plus tard sous 7 jours.

ARTICLE 3 – VIDANGE DU BASSIN DE RÉCUPÉRATION DES EAUX DU SITE

L'exploitant procède, dès notification du présent arrêté, à la vidange complète du bassin de récupération des eaux pluviales du site. Les effluents ainsi pompés sont évacués comme déchets, après leur caractérisation, vers des filières de traitement autorisés.

Tous les justificatifs de l'évaluation et du traitement de ces effluents sont joints au rapport d'incident prévu à l'article suivant.

ARTICLE 4 – TRANSMISSION DU RAPPORT D'INCIDENT/ACCIDENT

La déclaration de l'évènement doit être réalisée dans les meilleurs délais de façon dématérialisée en utilisant le formulaire disponible sur le site [entreprendre.service-public.fr](https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R71939) :

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R71939>

Dans les meilleurs délais et sans excéder 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Ce rapport précise notamment, dans l'état des connaissances à la date de transmission :

- les circonstances et la chronologie de l'évènement et de l'intervention, en distinguant le cas échéant la succession des différents événements ;
- les substances dangereuses en cause, en apportant des éléments chiffrés sur les quantités impliquées ;
- le volume estimé des eaux de ruissellement rejetées en prenant en compte la superficie du site et les données météorologiques corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité du site par un fournisseur de services météorologiques ;
- le relevé automatique de hauteur d'eau du bassin depuis le 1^{er} décembre 2025 ;
- l'analyse détaillée et exhaustive des dysfonctionnements (matériels et/ou humains) et des causes profondes (notamment organisationnelles et/ou humaines) (par exemple de type arbre des causes) ayant conduit à cet événement, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues. Le rapport précise si ces dysfonctionnements et causes sont avérés ou supposés ;
- les conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques, en apportant des éléments chiffrés ;
- les mesures d'urgence prises et les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets de l'évènement à moyen ou à long terme ;
- les mesures prises ou envisagées selon un échéancier dûment motivé pour réduire la probabilité d'occurrence d'un événement similaire notamment en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, plus particulièrement au travers du dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement de ces dernières.

Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires. Les résultats des éventuelles expertises et les rapports associés sont joints au rapport d'analyse.

Le rapport d'analyse de l'événement est tenu à jour. Le cas échéant, l'exploitant transmet les mises à jour du rapport au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

A l'occasion de la rédaction de ce rapport, un retour d'expérience est réalisé par l'exploitant notamment vis à vis du dimensionnement des ouvrages dédiés à la gestion des eaux pluviales actuellement en place sur le site. Il se positionne sur l'évolution nécessaire de ces derniers le cas échéant.

ARTICLE 5 – ÉVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SANITAIRE DE L'ÉVÈNEMENT

En vu de l'évaluation de l'impact de l'évènement, l'exploitant réalise un état des lieux post accident.

Plan de prélèvement

Dans ce cadre, l'exploitant élabore et transmet sous un délai maximal d'un mois à l'inspection des installations classées un plan de prélèvement comprenant :

- Un descriptif détaillé du terme source du sinistre : localisation exacte, nature et quantité de produits, déchets et/ou matières dangereuses concernés/ impactés par l'événement (inventaire, fiches de données de sécurité, etc.), le cas échéant, description du phasage du sinistre.
- La détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence tenant compte, au minimum, des données météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'évènement ;
- Un inventaire des enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre : habitations, établissements recevant du public en particulier sensible, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captages d'eau potable, activités de pêche et de cueillette..., ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel). Une attention particulière sera donnée à la présence du captage d'eau potable F2 du Ratier situé à proximité immédiate et au périmètre de protection associé ;
- Une proposition de plan de prélèvement sur des matrices pertinentes justifiées sur la base du schéma conceptuel. Pour l'évaluation des risques sanitaires, les végétaux ou denrées alimentaires prélevées sont représentatifs de l'alimentation humaine ou animale et leurs modalités de préparation sont conformes aux usages de consommation. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées). Ce plan intègre des échantillons conservatoires. Le plan de prélèvement est amené à évoluer en fonction des aléas du terrain mais également des connaissances et de l'évolution intrinsèque du sinistre et de ses conséquences ;
Ce plan de prélèvement inclut notamment la surveillance de la qualité des eaux de surface et des sédiments en amont et en aval par rapport au(x) point(s) de rejet.
- La justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les rejets aqueux du sinistre.

Mise en œuvre du plan de prélèvement

L'exploitant met en œuvre, sous un délais maximal de deux mois, le plan de prélèvement défini et éventuellement modifié pour tenir compte des possibles remarques formulées par l'inspection des installations classées. Les matrices à investiguer et les paramètres chimiques à analyser pourront être complétés par l'inspection en raison des évolutions des connaissances et du sinistre. Ces compléments sont à intégrer dans le plan de prélèvement.

Le plan de prélèvement est mis en œuvre par un (ou plusieurs) organisme(s) compétent(s) pour les prélèvements et les analyses chimiques.

Résultats et interprétation de l'impact environnemental

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle

contamination de l'environnement par les produits, déchets et/ou matières dangereuses diffusés. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins, ou valeurs de fond à défaut) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée dès lors qu'une dégradation de la qualité des milieux est mise en évidence, par rapport aux zones témoins.

Au-delà de la comparaison des résultats avec ceux des zones témoins, les références suivantes sont utilisées :

Milieux	Références
Eau	<ul style="list-style-type: none">• critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable) ;• critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable ;• NQE (Normes de qualité environnementale – Directive Cadre sur l'eau) ;

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées au fur et à mesure de leur réception.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant propose au Préfet et à l'inspection des installations classées un plan de gestion.

ARTICLE 6 – MISE EN DEMEURE

La société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE, dont le siège social est implanté 1 Rue de la Fontainerie 62000 ARRAS, exploitant un centre de compostage sur le territoire de la commune de Narbonne au lieu-dit «Le Ratier», est mis en demeure de respecter :

- **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 susvisé en procédant à l'agrandissement du bassin de rétention des eaux de ruissellement afin de disposer d'un volume total de rétention de 1680 m³ minimum.

ARTICLE 7 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 9 – INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

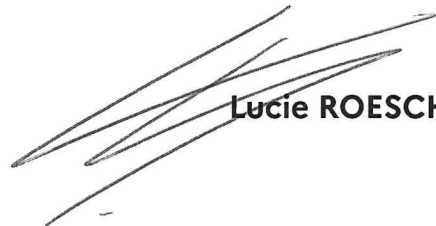
Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 11 – EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de Narbonne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE, dont le siège social est implanté 1 Rue de la Fontainerie 62000 ARRAS.

Fait à Carcassonne, le **21 JAN. 2026**

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture



LUCIE ROESCH

